



La preuve est encore faite : le monde du travail n'accepte pas la casse des retraites. Le samedi 2 octobre, trois millions de salariés, jeunes, chômeurs et retraités ont manifesté dans la rue leur rejet du plan gouvernemental et leur exigence de voir ce plan abandonné.

Les agences de notation et les institutions financières somment Woerth et Fillon de tenir. Ces derniers s'acharnent à refuser d'entendre l'exigence des manifestants partagée par plus de 70% des français selon les sondages.

Au Sénat, quelques retouches à la marge sont annoncées. Par exemple le maintien à 65 ans de l'âge de départ sans décote pour les mères de trois enfants. Ces mesures n'ont comme seul objectif que de faire passer l'ensemble du plan :

- report de l'âge légal de départ à 62 ans et de l'âge de départ sans décote à 67 ans,

- passage à 41,5 annuités pour une retraite à taux plein

et pour les fonctionnaires :

- relèvement de trois points de la retenue pour pension soit une baisse du salaire effectif d'autant, - disparition du départ anticipé pour les mères de trois enfants,

- remise en cause du minimum de pension.

L'Assemblée nationale a adopté des amendements qui aggravent encore le texte : remise en cause de la médecine du travail et aussi l'article 21 A qui prévoit que d'ici le 30 septembre 2011, le gouvernement remette au parlement un rapport relatif à la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat. Une telle caisse consacrerait le désengagement de l'Etat quand à ses devoirs vis-à-vis de ses agents.

En effet, l'Etat a aujourd'hui obligation de payer sur son budget les retraites de ses fonctionnaires en application du statut général. Alors que les mesures Fillon de 2003 réduisent déjà brutalement le niveau des pensions des fonctionnaires et des travailleurs du privé, l'objectif du passage à une caisse est à terme une refonte complète du mode de calcul des pensions, le démantèlement du statut et au bout signifierait hausse de cotisations et baisse généralisée des pensions.

Qui pourrait accepter cette régression sans précédent ?

Plus que jamais, ce plan sans cesse aggravé, planifiant la régression sociale et supporté pour la quasi totalité par les salariés est inacceptable.

Combattons dans l'unité pour le retrait du plan gouvernemental sur les retraites.

Répétons-le, c'est la condition pour ouvrir de véritables négociations qui prennent en compte les revendications et les propositions de financement des organisations syndicales.

Retraites, Sécurité Sociale, emplois et services publics, statut, nos conditions de travail : tout est dans leur ligne de mire.

L'intransigeance du gouvernement ne laisse d'autre choix que d'élever le rapport de forces et d'aller vers le blocage du pays, tous ensemble, public-privé, ce qui passe par un appel national en ce sens.

Dans les ports, les salariés avec les organisations syndicales ont décidé d'engager la grève jusqu'à satisfaction.

A la RATP un préavis de grève reconductible a été déposé pour la période suivant le 12 octobre. D'autres secteurs en débattent.

Tous ensemble, en grève mardi 12 octobre pour nos revendications :

Maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, non à l'allongement de la durée de cotisation, défense et amélioration du code des pensions, maintien du calcul sur les 6 derniers mois, des avantages familiaux, du minimum fonction publique, suppression de la décote.

RETRAIT DU PROJET GOUVERNEMENTAL SUR LES RETRAITES

Tous à la manifestation !

Les sections syndicales vous appellent à participer aux assemblées générales qui se tiendront les jours suivant le 12 octobre pour débattre des suites à donner au mouvement pour faire reculer Woerth-Fillon et préserver nos retraites.